

La Réunion

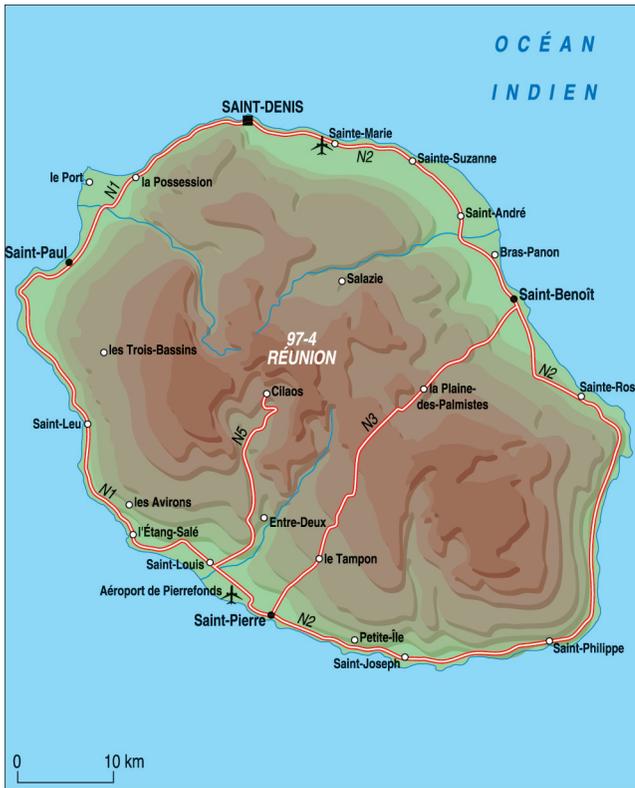
Département français depuis 1946, l'île de La Réunion se situe au sud-ouest de l'océan indien, à l'est de Madagascar. Avec un volcan en activité, l'île accuse un relief très marqué avec un point culminant à 3 070 mètres, pour une surface de 2 500 km². Proche du tropique du Capricorne, La Réunion bénéficie de nombreux micro-climats. Moins de 20 % des 763 200 habitants résident sur les trois quarts de la superficie de La Réunion occupée par les Hauts, d'une altitude supérieure à 800 mètres. L'essentiel de la population vit le long des côtes, là

où se concentre également le plus gros de l'activité économique.

Entre 1999 et 2004, la population a augmenté de 1,6 % en moyenne annuelle ; ce taux est inférieur à celui de la décennie 90 qui était de 1,9 %. Cela permet d'anticiper une population de plus d'un million en 2030. La conjugaison d'une faible mortalité et d'une natalité encore forte fait que la population reste jeune et dynamique : la part des 25-60 ans est de plus de 46 %. Le nombre de ménages et la population active sont ainsi en constante augmentation, ce qui implique pour la région de sérieux problèmes d'infrastructures (logement, formation, emploi, etc.).

En 2004, le nombre d'emplois s'élève à 205 500 : il a augmenté de 19 % entre 1999 et 2004, soit 32 500 emplois supplémentaires. Cette hausse n'a pas suffi à enrayer le chômage qui demeure très élevé (31,9 % en juin 2005). De plus, il s'agit essentiellement d'emplois précaires et inégalement répartis sur l'île. À la fin de 2004, le RMI couvrait plus de 193 700 personnes. Le secteur primaire offre moins de 2 % des emplois et le secondaire 12 %. Le secteur tertiaire emploie près de 85 % des salariés, dont 44 % dans les activités marchandes et 56 % dans l'administration au sens large. Son importance traduit d'une part le fait que les autres activités sont encore peu développées ; d'autre part elle est proportionnée aux besoins de la population réunionnaise.

Le PIB de la région a crû à un



La valeur ajoutée brute régionale en 2002

9,2 milliards d'euros	Part des branches (%)	Poids de la région dans la branche nationale (%)
Agriculture	2,0	0,5
Industrie	6,9	0,3
Construction	6,4	0,8
Services principalement marchands	47,0	0,6
Services administrés	37,6	1,2
Ensemble	100,0	0,7

Source : Insee (comptes régionaux - base 1995).

rythme rapide entre 1993 et 2002, nettement plus vite que le PIB de l'ensemble de la France. La croissance moyenne annuelle s'est établie, en volume, à 4,3 % contre 2,3 % pour la France. La différence est moins importante pour le PIB par habitant du fait de la croissance encore forte de la population. Il a progressé de 2,5 % à La Réunion contre 2,0 % sur la France entière. Au total sur la période, cela représente une hausse du PIB moyen par Réunionnais de plus de 22 %, mais le PIB par tête réunionnais reste faible. Il dépasse à peine la moitié du niveau moyen français.

Le poids des importations dans le PIB est également plus élevé à La Réunion (31 %) qu'en moyenne nationale (25 %). Mais c'est la modestie de l'écart qu'il convient de relever : en dépit de la différence de taille des économies, le taux d'importation réunionnais n'est pas si éloigné du taux d'importation de l'économie française dans son ensemble. De même, les taux d'investissement sont également proches,

autour de 20 % du PIB. Les exportations sont particulièrement faibles, elles ne représentent que 6 % du PIB. Plus de la moitié des exportations de biens et services proviennent des dépenses des touristes. Le sucre et le rhum ne représentent que 19 % du montant des exportations.

En 2002, La Réunion a produit 9 milliards d'euros de valeur ajoutée. Plus de 84 % provient des services et plus du tiers des services administrés. L'économie réunionnaise est une économie fortement tertiaire. Le secteur primaire n'est plus qu'à l'origine de 2 % de cette valeur ajoutée, contre 3,2 % en 1997. Les secteurs traditionnels (agriculture, filière sucrière) et les services administrés perdent du poids dans la structure de la valeur ajoutée. Les services marchands (services aux entreprises, hôtels-restaurants, services aux particuliers) et l'industrie ont connu, entre 1993 et 2002, une croissance de leur valeur ajoutée plus rapide que le PIB. L'économie réunionnaise se transforme. ■

REPÈRES

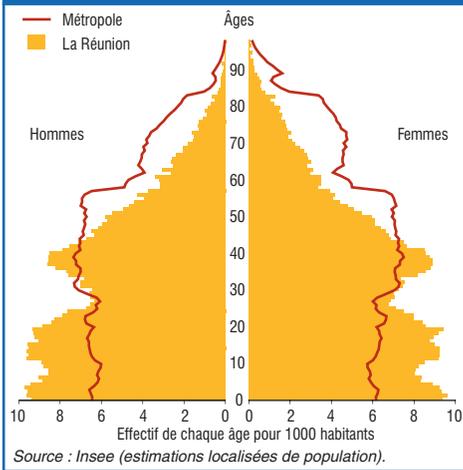
Population au 01.01.2004 - Estimation (milliers)	763,2	Emplois au lieu de travail au 31.12.2004 (milliers)	205,5
Importance par rapport à la population métropolitaine (%)	1,3	primaire (%)	1,7
Taux de variation annuel moyen 1990-1999 (%)	1,87	secondaire (%)	13,8
Taux de variation annuel moyen 1999-2004 (%)	1,63	tertiaire (%)	84,5
dû au solde naturel	1,46		
dû au solde apparent des entrées-sorties (%)	0,17	Taux de chômage BIT en juin 2005 (%)	31,9
		Demandeurs d'emploi au 31.12.2005 (milliers)	86,4
Densité de population en 2004 (hab./km ²)	305	de moins de 25 ans (%)	19,4
Part des moins de 25 ans (%)	44,4	depuis plus d'un an (%)	41,9
Part des plus de 65 ans (%)	7,2		
Part des plus de 75 ans (%)	2,9	Allocataires du RMI au 31.12.2004 (milliers)	76,3
		Allocataires du RSO ² au 31.12.2004 (milliers)	5,8
Produit intérieur brut 2002 (milliards d'euros) ¹	10,1		
Importance par rapport au PIB métropolitain (%) ¹	0,6	Nombre de zones urbaines sensibles (Zus) en 1999	15
Revenu disponible brut 2001 (euros/habitant) ¹	11 074	Part de la population régionale en Zus en 1999 (%)	17,4

1. Comptes régionaux en base 1995.

2. Revenu de solidarité (RSO) : créé en 2002 dans les seuls DOM, pour des personnes de plus de 50 ans, non cumulable avec le RMI.

Source : Insee.

Pyramide des âges au 1^{er} janvier 2004



Le logement des ménages

	Région		France
	1999	01.07.2004	métropolitaine 01.07.2004
Part des ménages (%) :			
propriétaires de leur résidence principale (%)	53,8	55,1	56,8
habitant une maison (%)	74,5	73,6	56,0
Nombre moyen de :			
pièces par logement	3,9	3,9	4,0
personnes par ménage	3,3	3,0	2,3
Part des ménages comptant :			
1 personne seule (%)	17,0	18,8	32,8
2 personnes (%)	20,4	24,5	32,5
3 ou 4 personnes (%)	41,4	39,8	27,9
5 personnes ou plus (%)	21,2	16,9	6,8

Source : Insee (RP 1999, enquêtes annuelles de recensement 2004-2005).

Les 20 plus grands établissements au 1^{er} janvier 2004 (industrie - commerce - services principalement marchands)

